

Construire ensemble un système financier international plus réactif, plus juste et plus solidaire

L'architecture financière internationale, héritée de l'après-guerre, n'est plus suffisamment adaptée au creusement des inégalités, au défi climatique, à la dégradation de la biodiversité et aux défis de santé publique qui marquent le 21ème siècle. Les réponses apportées par la communauté internationale à ces défis sont aujourd'hui fragmentées, partielles et insuffisantes. D'une part, les financements proposés par les institutions de développement ne délivrent pas tout leur potentiel, y compris les prêts accordés à des conditions plus avantageuses que celles du marché. C'est notamment le cas en termes d'impact et d'adaptation aux besoins. D'autre part, la hausse des conditions de financement et l'accroissement de l'endettement freinent les investissements dans les pays en développement et ne leur donnent pas les moyens de faire face aux défis auxquels ils sont confrontés.

La solidarité internationale est pourtant plus que jamais indispensable dans un contexte de multiplication de crises, qui fragilisent davantage les pays en développement. Un changement de stratégie s'impose pour permettre aux pays les plus exposés de faire face aux conséquences de l'agression russe en Ukraine sur leur sécurité alimentaire et énergétique, et leur permettre de financer le coût très élevé de la transition climatique et les conséquences des événements climatiques extrêmes.

Nombre de pays du G7 et du G20, d'organisations et d'associations, partagent avec la France ce constat et souhaitent porter cette même conviction. C'est également la position du Niger : nous devons agir vite et ensemble pour corriger les déséquilibres et injustices qu'engendrent ces fractures. Nous appelons, aujourd'hui, à une révision de nos références et à un choc de financement. Nous devons faire évoluer, ensemble, notre système financier international pour qu'il soit plus réactif, plus juste, et plus solidaire, pour lutter contre les inégalités, financer la transition climatique et la protection de la biodiversité, et nous rapprocher de l'atteinte des objectifs du développement durable des Nations Unies.

C'est l'objectif du Sommet pour le Nouveau Pacte financier mondial, qui se tiendra à Paris, les 22 et 23 juin prochains. Ce sommet se veut inclusif et chaque pays, chaque sensibilité, chaque proposition devra pouvoir s'exprimer.

Ce sommet s'inscrit dans une dynamique positive : le lancement de la réforme de la Banque mondiale, la présidence indienne du G20 et celle du Brésil à venir, la revue à mi-parcours des objectifs de développement durable, les engagements pris lors des conférences sur l'évolution du climat (COP) sont autant de raisons d'espérer et de poursuivre cet élan. Des solutions tangibles ont déjà été amorcées : le Club de Paris et le G20 ont lancé une initiative de traitement de la dette. La France joue un rôle décisif dans la mise en œuvre de solutions coordonnées au sein de ce « Cadre commun ». Elle a proposé et obtenu la mobilisation de 100 milliards de dollars US de droits de tirage spéciaux du FMI au profit des pays qui en ont le plus besoin et le Niger devrait pouvoir bénéficier de ces dispositions. Tous les pays qui le peuvent doivent désormais prendre part à cet effort. Plusieurs banques multilatérales de développement ont commencé à répondre aux recommandations du G20.

Mais il faut aller plus loin en nous inspirant, par exemple, de l'Initiative de Bridgetown, un ensemble de solutions innovantes porté par l'île de la Barbade pour faire face à la vulnérabilité climatique qui touche de nombreux pays en développement et à revenu intermédiaire.

Un agenda de réforme des banques de développement et du FMI sera porté afin de mieux financer les pays qui en ont le plus besoin et de pouvoir également faire face aux défis globaux. C'est un agenda promouvant, entre autres, des instruments innovants pour accompagner les pays en développement. Il fait également ressortir la volonté de mobiliser davantage de financements privés à travers des mécanismes de garantie et de partage des risques afin de réorienter les flux financiers vers ces pays pour notamment soutenir le secteur privé local et les infrastructures durables.

Pour être plus efficaces, les institutions financières internationales doivent pouvoir s'engager plus qu'elles ne le font actuellement afin de mieux travailler ensemble, tout en mobilisant de manière plus efficace l'épargne privée. Le Niger et la France sont par ailleurs convaincus qu'une voix plus importante et plus forte doit être accordée aux pays en développement dans les institutions internationales.

Le sommet pour un nouveau pacte financier de Paris mettra au premier plan les enjeux financiers internationaux, la présence de nombreux chefs d'Etats et de gouvernement, et notamment parmi eux son Excellence le Président du Niger Mohamed Bazoum. donnera l'impulsion nécessaire pour obtenir les transformations qui s'imposent.

Nous n'avons pas à choisir entre la lutte contre la pauvreté, la lutte contre les causes du réchauffement climatique et ses conséquences, et la protection de la biodiversité. Une transition juste est la seule réponse.

Niamey, le 19 Juin 2023

Hassoumi Massoudou

Ministre des affaires Etrangères et de la coopération
De la République du Niger

Sylvain Itté

Ambassadeur de France auprès de la
République du Niger